



Lundi 2 février 2026

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE out ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « *ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses* ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants. Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE. Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

Le racisme d'État n'a pas été inventé par Trump

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement « Black Lives Matter », avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève contre l'ICE, notamment responsable en 2025 de la

mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennisman français Julien Pereira, ressorti amaigri de sept kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien.

L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « *seulement* » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

Ici aussi, le racisme d'État tue

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacen Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue. Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen. Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

Contre les congés pressés

Quasiment tout le site aura 4 semaines de congé sauf l'Emboutissage. Pour de bas salaires les emboutisseurs font partie du site mais pour les congés, selon la direction, c'est différent.

Pour ceux qui le souhaitent, il est légitime de réclamer 4 semaines ! La direction peut faire des stocks en juillet et recruter des volontaires de différents bâtiments pour assurer sa production en août, il suffit qu'elle y mette les moyens... Et les moyens, elle les a.

Ni Pôle Nord, ni Pôle Emploi

Au Montage, la direction laisse le bâtiment dans le froid, elle économise sur le chauffage. Elle doit se dire qu'il faut encore moins dépenser à un an et demi de la fermeture.

Nous, on n'a encore moins envie d'avoir des conditions de travail pourries. On leur a rapporté des millions et des millions depuis des décennies. Au tour des patrons de payer pour le chauffage comme pour nos revendications : de bonnes préretraites, des indemnités de licenciements correctes et de vrais reclassements.

Facile de rentrer, difficile de sortir

Depuis plusieurs jours, c'est la galère pour sortir de l'usine vers Poissy. On sait qu'il y a les travaux, mais Stellantis ne fait rien pour faciliter notre traversée de l'usine par le Campus. S'il y avait eu des difficultés pour arriver à l'heure au boulot, elle se serait bougée depuis longtemps.

Que la direction nous paie les retards à notre domicile ou qu'elle nous laisse partir en avance (en nous payant à 100%) !

Top chef

Alors qu'on va bientôt passer en une équipe, la direction réfléchit pour savoir quels chefs elle va garder. La semaine dernière, c'était l'épreuve du poulet : dans le froid ils devaient rester espionner la circulation en voiture des salariés au changement d'équipe.

Ce que ces chefs ne savent pas c'est qu'à la fin de la saison, dans un an et demi, eux aussi passeront à la caserole.

Demolition man

Mercredi, le directeur Europe de Stellantis est venu à la Peinture avec le directeur de l'usine et d'autres chefs. Ils étaient peut-être là pour réfléchir sur l'ordre de démolition et préparer la récupération de certaines installations ? Ces dirigeants prétendent assurer l'avenir des emplois, mais en réalité ils font surtout les fossoyeurs et les charognards.

Mort programmée

Pour tenter de rassurer, la direction se vante des 500 000 Opel Mokka produites à Stellantis Poissy. Preuve que le site aurait un avenir ?

Lancée en 2021, on peut surtout en déduire qu'elle arrive en fin de vie. On ne va pas encore en produire des centaines de milliers pendant 30 ans. Le filon est épuisé, et la direction n'annonce aucun nouveau véhicule. Nous, on veut vivre, il nous faut donc des garanties pour l'après Mokka.

Grande casse sociale

Stellantis se fait de la pub en annonçant de fortes remises de plus de 20 % sur ses modèles.

Le groupe prétend qu'il casse les prix, mais ses voitures restent trop chères pour les ouvriers qui pourtant les produisent. Ce que Stellantis casse surtout, ce sont nos salaires, notre santé et nos usines.

Face à leur Monopoly, conservons nos acquis !

Le groupe Challancin veut racheter une filiale de Veolia, celle qui emploie la quarantaine de caristes Veolia sur le site de Poissy. Les capitalistes donneurs d'ordre ou sous-traitants s'entendent très bien pour passer des accords entre eux, s'échanger des millions et se faire du fric sur notre dos.

Quelle que soit notre entreprise, notre force c'est notre solidarité entre travailleurs contre les patrons.

Solidarité avec les travailleurs de Lisi Automotive !

Lisi a annoncé la fermeture de son usine à Puiseux-Pontoise (95) qui produit des fixations pour l'automobile, sous-traitant de Stellantis, Renault, Mercedes : 135 licenciements prévus avant juin.

Malgré les 211 millions d'euros de profits en 2024, ce groupe international en veut toujours plus et planifie donc le transfert de l'activité en Allemagne, Hongrie et Maroc pour économiser. Actionnaire à 5 % de Lisi, on retrouve la famille Peugeot dans ce sale coup.

En grève depuis plusieurs jours, les salariés n'ont pas l'intention de se laisser jeter avec des cacahuètes.

Fibre Excellence menace des milliers d'emplois

Fibre Excellence, entreprise de fabrication de papier, annonce la fermeture de son usine de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) : 300 emplois menacés et des milliers d'emplois impactés, une catastrophe pour la région ! Le groupe en menace une autre à Tarascon (Bouches-du-Rhône) : 250 emplois.

Prétextes : hausse du prix du bois, baisse du prix de l'électricité vendue par le site, restructurations en Europe et gains de productivités !

Le 28 janvier, le directeur général a été pris à partie par les ouvriers dans l'usine ; le 31 ceux-ci menaient une manifestation de 2 000 personnes, rejoints par les habitants de la localité. Le 11 février, ils monteront au ministère de Bercy pour crier leur colère.

De Stellantis Poissy et de tous les sites menacés, nous devons tout faire pour montrer notre solidarité !